

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 18 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Il fait peur !**
- 2) **Investitures incertaines**
- 3) **Il rejoint Montebourg**
- 4) **La vignette de retour...**
- 5) **Elles doivent changer de modèle...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) «Valls a de l'acide sulfurique dans les veines, il me fait peur»



A droite, Ervé, dans le Xe arrondissement de Paris en décembre 2016.
Photo Charlotte Gonzalez. Hans Lucas



Pendant la campagne, Libération va sonder, chaque jour de la semaine, six lieux différents de la «France invisible». Aujourd'hui, les abords



du canal Saint-Martin de Paris, avec les personnes sans-abri.

Chroniques la France invisible :

ParisLe choc a été rude. Jeudi, après une séance de cinéma familiale devant le dernier Disney, Ervé a décidé de poursuivre la soirée en regardant, en replay chez un ami, le premier débat télévisé entre les sept candidats à la primaire de la gauche. «C'était hyper ennuyeux, tranche cet homme, sans-abri, âgé de 44 ans. Je ne dis pas ça parce que je suis plutôt à gauche, mais au moins, lors de la primaire de droite, tu pouvais te marrer, entre les casseroles de Copé, celles de Sarkozy et les attaques des uns contre les autres.»

La timidité des échanges l'a marqué («Personne ne s'interrompait»), tout comme le faible temps de parole de chacun des intervenants à l'issue de la soirée. «Avec 17 minutes par personne, t'as pas le temps de développer tes idées.» Guère transcendé par les prestations de Sylvia Pinel («Un pot de fleurs») et de Jean-Luc Bennaïm («Un extraterrestre»), il a peu goûté le discours martial de Manuel Valls. «Très vite, il a dit que la France était en guerre. On est en guerre contre le terrorisme, ça oui, mais on n'est pas en état de guerre, glisse Ervé. Ce mec a de l'acide sulfurique dans les veines, il me fait peur.»

La question du revenu universel le laisse encore dans l'expectative : «Si ça consiste à sucrer les autres prestations sociales, je ne suis pas sûr que les gens y gagnent vraiment.» Il regrette surtout la faiblesse des propositions en direction «des jeunes et des vieux», qui devraient être, selon lui, la «priorité d'un gouvernement de gauche». Même sentiment sur l'Europe : «Comme beaucoup de Français, j'aimerais qu'on m'explique à quoi elle sert encore.»

Autant d'éléments qui alimentent le désintérêt vis-à-vis de la politique. «Les gens sont fatigués. Leur quotidien est difficile, ils ne voient plus à long terme. Du coup, forcément, ils se détournent de tout ça.» D'autant plus lorsque, dit-il, «la même soupe est servie depuis des années». Ainsi de Jean-Luc Mélenchon, qui a annoncé samedi vouloir «éradiquer la misère» et créer «un monde où zéro personne dort dans la rue». Ervé rembobine : «Ce discours-là, je l'ai entendu en 2007 dans la bouche de Sarkozy, et cinq ans avant, dans celle de Jospin.»

Alors que Manuel Valls saluait les personnes à sa sortie de l'hôtel de ville de Lamballe (22), l'une d'entre elles l'a giflé à son passage, avant d'être plaqué au sol par des gardes du corps. Les images de Lionel Samson. Plus d'infos sur www.letelegramme.fr

<http://dai.ly/x58to7q>

LAPRESSEENREVUE.EU

«La même soupe est servie depuis des années»

II) Législatives : Buffet soutenue par le mouvement de Mélenchon ?



Marie-George Buffet, à la Fête de l'Humanité, à La Courneuve, le 10 septembre 2016.

Les hostilités sont déclarées entre le Parti communiste et La France insoumise, le nouveau mouvement de Jean-Luc Mélenchon. Alors que les deux forces soutiennent le même candidat à la présidentielle, elles pourraient se retrouver divisées sur les législatives. Depuis plusieurs semaines, chacun désigne en effet de son côté ses candidats pour les élections de juin. Le processus s'est poursuivi ce week-end, chacun avançant sur ses propres investitures.

Plusieurs points bloquent les discussions, notamment la signature d'une « charte du candidat » souhaitée par La France insoumise mais que le PCF refuse d'entériner. Lundi 16 janvier, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a redit son opposition à ce document dont il estime que son partenaire à la présidentielle veut faire un « préalable ». « Nous avons la possibilité d'avoir un candidat à la présidentielle, mais nous avons décidé de prendre nos responsabilités, a-t-il rappelé. A chacun de prendre la sienne. » Une nouvelle rencontre entre les deux parties est prévue le 26 janvier.

Candidatures concurrentes

Certaines investitures restent cependant en travers de la gorge du PCF qui a eu la mauvaise surprise de voir des candidats de La France insoumise investis face à deux de leurs députés sortants. Un premier dans la circonscription d'André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme et opposant notoire à M. Mélenchon. On pourrait y voir un certain esprit de revanche de La France insoumise si un autre candidat, Nicolas Sansu, député communiste du Cher, ne se retrouvait dans la même situation alors qu'il fut l'un de ceux qui avait appelé à soutenir M. Mélenchon.

Certains ont visiblement droit à un traitement différent. C'est le cas de Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis. Très proche de M. Mélenchon avec qui l'ex-patronne du PCF avait lancé en 2009 le Front de gauche, elle fut l'une des premières à le soutenir publiquement dès le mois de juin. L'élue sortante a longuement hésité avant d'être de nouveau candidate mais devant le risque de voir sa circonscription échapper au PCF elle a finalement décidé de se représenter. Elle a

été investie dimanche par son parti et devrait officialiser sa candidature jeudi lors de ses vœux à Stains.

Contrairement à ses collègues, Mme Buffet pourrait bien ne pas avoir de candidat de La France insoumise face à elle. Selon son entourage, elle a en effet été désignée en décembre par l'assemblée de circonscription du mouvement de M. Mélenchon pour porter leurs couleurs. Son nom ne faisait cependant pas partie de la première vague d'investitures initiées en décembre. Interrogé sur le sujet,

du candidat à la présidentielle, élude, ne confirmant ni n'infirmant l'information. Reste maintenant à savoir si Mme Buffet paraphera « la charte du candidat ». « Elle ne s'est pas posé la question, assure l'une de ses proches. Mais je ne suis pas sûre qu'elle la signe. »

gauche.blog.lemonde.fr

III) Primaire de la gauche : Gérard Filoche se rallie à Arnaud Montebourg

francetvinfo.fr



Gerard Filoche, alors candidat à la primaire de la gauche, lors du rassemblement des frondeurs du PS à la Rochelle (Charente-



franceinfoFrance Télévisions

Il a fait son choix. Gérard Filoche a annoncé sur RMC, lundi 16 janvier, s'être finalement rallié au

candidat de la primaire de la gauche Arnaud Montebourg. L'ancien inspecteur du travail, évincé du scrutin, hésitait jusqu'à présent entre Benoît Hamon et l'ancien ministre de l'Economie.



Jean-Jacques Bourdin @JJBourdin_RMC
#PrimaireLeDebat À 7h40, @gerardfiloche vient nous dire quel candidat il a choisi de soutenir à la #PrimaireGauche #BourdinDirect pic.twitter.com/WKVBwde8zB



Jean-Jacques Bourdin @JJBourdin_RMC
"Après beaucoup de réflexion, j'ai choisi de soutenir Arnaud @Montebourg à la #PrimaireGauche" @gerardfiloche #BourdinDirect pic.twitter.com/OQmQMrOVMd

"Si on avait un choix au second tour entre Arnaud (Montebourg) et Benoît (Hamon), ce serait mieux pour tout le monde", a ajouté Gérard Filoche. Pour ce membre du bureau national du Parti socialiste, l'objectif premier de la primaire est de "battre Manuel Valls".

Lors d'une interview sur Sud Radio début janvier, il avait estimé : "Manuel Valls, c'est Brutus. Il a tué Hollande et après, il dit qu'il va défendre son bilan. Valls, c'est le 49.3, le CICE, le travail le dimanche. C'est tout le contraire d'une politique de gauche. Il faut dire 'ça suffit' à Manuel Valls."

IV) Circulation dans Paris : le vrai-faux départ du système de vignettes

Matthieu Quiret

Le dispositif censé limiter le trafic et donc la pollution dans la capitale entre en vigueur ce lundi.

Mais, dans un souci d'apaisement, les pouvoirs publics donnent plusieurs mois aux automobilistes pour s'adapter.

La classification des vignettes pour les voitures* selon la date de première immatriculation ou norme EURO



Circulation dans Paris : le vrai-faux départ du système de vignettes

Après avoir matraqué les conducteurs de véhicules thermiques d'annonces hostiles ces derniers mois, la Mairie de Paris calme le jeu. C'est avec beaucoup de prudence que la municipalité et la préfecture déroulent ce lundi une étape clef du plan de la lutte contre la pollution automobile encadré par la loi sur la transition énergétique. Désormais, les véhicules pénétrant le territoire de Paris (hors périphérique) entre 8 et 20 heures du lundi au vendredi doivent arborer la vignette Crit'Air correspondant à leur catégorie d'émissions. Mais c'est davantage une période de pédagogie que la chasse aux sorcières prévue qui s'ouvre. La verbalisation des véhicules interdits est encore repoussée de quelques mois, après un premier report de six mois. L'amende sera de 68 euros pour une voiture et de 135 euros pour les utilitaires. La sanction des conducteurs non munis de vignettes est également retardée.

Les automobilistes sont pourtant loin d'être pris au dépourvu : la Mairie avait, dès janvier 2015, annoncé le calendrier du bannissement progressif des véhicules les plus polluants. Depuis juillet 2016, les voitures diesel et essence immatriculées avant 1997 sont interdites en semaine, de même que les deux-roues d'avant juin 2000. La Mairie de Paris avait également mis en place en septembre 2015 une première phase d'interdiction de circulation pour les vieux poids lourds et autocars.

En réalité, dans ces deux premières phases, les policiers n'avaient pas les moyens d'identifier efficacement les fraudeurs ni, surtout, le droit de verbaliser. Les pouvoirs publics qui avaient prévu la publication en septembre de l'arrêté fixant les amendes avaient repoussé l'échéance. Une façon de ne pas nourrir davantage les polémiques à répétition, depuis l'été, sur la piétonnisation des berges rive droite. La préfecture a par ailleurs mobilisé peu de moyens sur le sujet, sa priorité

restant la lutte contre le terrorisme.

Pics de pollution

La mise en place de la vignette a le mérite de poser les règles de circulation dans la zone de circulation restreinte en vigueur. Dans quelques mois, les forces de l'ordre pourront verbaliser les conducteurs sans vignette toute la semaine. Le dispositif servira aussi à encadrer les interdictions de circulation lors des pics de pollution. Selon la gravité de la situation (seuil d'information, seuil d'alerte, persistance du pic, etc.), le préfet pourra exclure certaines vignettes dans le périmètre francilien délimité par l'autoroute A86. La Mairie et la préfecture discutent actuellement des procédures.

Reste que les règles de verbalisation durant les pics de pollution des prochains mois risquent d'ajouter à la confusion. La police ne sanctionnera plus en fonction du dernier numéro d'immatriculation autorisé, mais bien selon la catégorie d'émissions admise. Les forces de l'ordre se fonderont alors sur les cartes grises.

Sur le fond, la Mairie continue néanmoins à tenir la trajectoire de son plan. Elle promet que la prochaine marche, prévue en juillet prochain avec l'exclusion des vignettes numéro 5 (diesel d'avant 2001), est maintenue.

Matthieu Quiret, Les Echos
@MQuiret

V) «Les gauches européennes doivent changer de modèle»

Par Amélie Poinssot

Barbara Nowacka est l'une des figures qui contribuent depuis quelques années au renouvellement de la gauche polonaise. Entretien avec une féministe engagée, lauréate 2017 du prix Simone de Beauvoir.

Non, la société polonaise n'est pas à l'image de ses gouvernants, lesquels s'enfoncent depuis fin 2015 dans un puits autoritaire et ultraconservateur sans fond, à rebours des acquis européens. À ceux qui en douteraient encore, Barbara Nowacka apporte un souffle d'enthousiasme combatif. Figure de gauche, proeuropéenne convaincue et féministe engagée, cette quadragénaire a été l'une des initiatrices des mobilisations de l'automne dernier contre l'interdiction totale du droit à l'avortement voulue par le parti Droit et Justice (PiS) au pouvoir (voir à ce sujet la galerie de portraits de femmes polonaises publiée par Mediapart).

Le 9 janvier, elle s'est vu remettre à Paris le prix Simone de Beauvoir au nom de son association, « Sauvons les femmes ». Ce prix, qui existe depuis 2008 et a rendu hommage à des personnes aussi différentes que l'Italienne Giusi Nicolini (mairie de Lampedusa), la Pakistanaise Malala Yousafzai (qui se bat pour l'éducation des filles et que les talibans ont tenté d'assassiner, désormais Prix Nobel de la paix) ou encore l'historienne française Michelle Perrot, récompense chaque année une personne ou une association dans le monde qui défend et fait progresser la liberté des femmes, « jamais définitivement acquise »... Entretien avec une personnalité émergente de la gauche polonaise qui, à défaut d'être représentée au parlement, sait se faire entendre dans la rue. L'occasion d'aborder l'état des forces de gauche en Pologne, d'en tirer des leçons pour la gauche française, et de réfléchir à l'avenir européen.

Mediapart : Durant des années, la société polonaise paraissait peu concernée par les affaires publiques : elle votait peu et ne défilait presque jamais dans la rue. Comment expliquez-vous le caractère massif des manifestations en faveur des droits des

femmes, cet automne ?

Barbara Nowacka : La mobilisation a été très importante cette fois-ci car, pour la première fois, nos droits en matière de reproduction – qui sont en réalité très restreints – risquaient d'être supprimés. Mais cela fait longtemps que nous vivons une situation où l'avortement est de facto déjà interdit [l'IVG n'est autorisée en Pologne qu'en cas de mise en danger de la vie de la mère, de malformation du fœtus ou de grossesse résultant d'un viol ou d'un inceste – ndlr] et où les femmes se rendent à l'étranger ou se procurent des médicaments sur Internet pour interrompre leur grossesse. Cela date de 1993, de cette loi qu'on a appelée le « compromis » puisqu'elle résultait d'un accord avec l'Église.



Barbara Nowacka © Amélie Poinssot

Dans ce contexte, notre première ministre – une femme ! – a proposé l'interdiction totale. Cette menace de suppression de l'IVG existe depuis longtemps : tous les deux ans, l'extrême droite polonaise la ressort... Mais jusqu'à présent, aucune force politique importante ne la soutenait. Là, c'était le parti gouvernemental qui la proposait... Les Polonaises ont senti que la menace pouvait devenir une réalité.

Notre association « Sauvons les femmes » s'est saisie du problème et, pour la première fois, elle a eu l'occasion de parler publiquement de la réalité de l'avortement en Pologne : les IVG clandestines, l'absence d'éducation sexuelle à l'école, le problème de l'accès aux moyens de contraception... et nous avons comparé la situation polonaise avec celle des autres pays européens. Cela a attiré l'attention des médias et des citoyens.

Par ailleurs, tout au long de l'année dernière, d'innombrables manifestations se sont tenues

pour s'opposer aux réformes du PiS. Les gens ont vu que descendre dans la rue n'était pas quelque chose de mauvais en soi, que c'était important de protester et que c'était rassembleur. C'est vrai que les Polonais ne manifestaient quasiment jamais auparavant... Quand la guerre en Irak a commencé et que la Pologne a joint les troupes américaines en 2003, à peine 300 personnes s'étaient mobilisées ! Depuis fin 2015, c'est l'inverse : on ne cesse de protester pour défendre la démocratie. Les manifestations pour les droits des femmes s'inscrivent dans ce contexte.

Cela dit, le niveau de mobilisation est vite retombé. Fin octobre, une nouvelle journée de défense des droits des femmes a rassemblé très peu de monde. Le mouvement s'est-il déjà essouffé ? Les mots d'ordre des féministes sont-ils apparus trop radicaux pour une majorité de Polonaises ?

Je ne crois pas. Je crois tout simplement que le souffle est retombé parce qu'entretemps le gouvernement a reculé et abandonné le projet : nous avons gagné ! Certes, nous n'avons pas obtenu de changement, mais nous avons sauvé notre dignité ; le premier but a été atteint, les femmes ont compris qu'elles n'étaient plus en danger. Et le PiS a vu que toucher aux droits des femmes n'était pas si facile, que les Polonaises ne le suivraient pas là-dessus. On a vu par ailleurs à l'occasion de cette nouvelle journée de mobilisation de nombreuses femmes manifester dans les petites villes, ce qu'elles n'avaient pas réussi à faire auparavant.

En dépit de ce recul, faut-il s'attendre à ce que le gouvernement fasse passer un nouveau projet d'interdiction totale de l'avortement ?

Le projet de loi initial est définitivement abandonné, mais le gouvernement va trouver un autre moyen pour réduire l'accès à l'IVG en touchant à l'une des conditions qui permettaient jusqu'à présent d'interrompre une grossesse : la malformation du fœtus. Une campagne a déjà commencé à ce sujet. Il n'y aura peut-être pas une modification de la loi, mais l'accès aux examens prénatals peut être réduit, une pression peut être exercée sur les médecins... Il est même question de verser des indemnités d'un montant de 1 000 euros aux femmes qui décident de conduire leur grossesse à terme, même si le nouveau-né n'a aucune chance de survie. Je ne crois pas que ce soit moral – et je ne crois pas qu'une femme enceinte d'un fœtus mal formé conduise sa grossesse à terme juste pour toucher ces 1 000 euros. Mais c'est ainsi que nos dirigeants actuels

voient les femmes...

Une longue lutte à venir

Quel est le rôle de l'Église dans cette volonté de restreindre encore davantage le droit à l'avortement ?

Elle a un rôle de premier plan : l'Église catholique polonaise ne cesse de renforcer son poids et les évêques sont de plus en plus à l'extrême droite. Elle reproche même au pape François d'être trop libéral ! Pas seulement sur la question des droits des femmes d'ailleurs, mais aussi sur l'accueil des réfugiés...

Le projet d'interdiction totale de l'IVG était parti au début d'une proposition d'un groupe de pression intégriste, Ordo Iuris : l'Église a soutenu sa campagne. Ce 12 janvier, une « pétition citoyenne » présentée par une association du même type, demandant à nouveau l'interdiction totale, est soumise au parlement. Elle est soutenue par les prêtres polonais... Cela dit, je ne crois pas que le PiS rejoindra le projet cette fois-ci. Le parti n'est pas prêt à faire face de nouveau à une protestation massive des femmes polonaises.

Vous venez de recevoir le prix Simone de Beauvoir... Pensez-vous que la situation en Pologne aujourd'hui soit similaire à celle de la France des années 1970 – si tant est que le jeu de comparaisons soit possible ?

La situation est quelque peu différente, parce qu'à l'époque, en France, vous aviez plus d'espoir... pour libéraliser davantage la société. Aujourd'hui, en Pologne, nous nous battons juste pour empêcher que la société ne soit plus conservatrice.

En même temps, on voit combien nos mobilisations ont déjà influencé le pays. Il y a deux ans, si vous demandiez à un citoyen ou une citoyenne polonais s'il ou elle était favorable à la libéralisation de l'avortement, vous pouviez recueillir un taux d'assentiment de 10, peut-être 15 %... Après la manifestation massive de début octobre, les enquêtes d'opinion montraient que plus de 20 % y étaient favorables, et que seulement 12 % étaient d'accord avec une interdiction totale de l'IVG. C'est un gros changement.

Mais la vraie différence avec les luttes des années 1970 en France, c'est que vous aviez la chance de vivre dans un État laïc.

Ce régime est pour nous encore un rêve... Nous nous préparons à une longue lutte. Avant cela, nous devons d'abord nous battre pour empêcher les conservateurs de modifier la loi sur l'avortement pendant leur mandat. La prochaine étape sera de convaincre les parlementaires qu'il faut protéger les droits des Polonaises, garantir l'accès à l'éducation sexuelle et aux moyens de contraception, et se conformer aux standards européens. Nous avons donc probablement devant nous un combat beaucoup plus long que celui mené en France dans les années 1970. Les féministes engagées à l'époque avaient aussi un soutien politique que nous n'avons pas aujourd'hui en Pologne. Mais nous y croyons...

À ce sujet, vous êtes vous-même une femme politique, engagée à gauche de longue date... Or aux élections de l'automne 2015, pour la première fois depuis la chute du communisme, aucun parti de gauche n'est entré au parlement polonais. Comment expliquez-vous un tel échec ?

J'ai en effet moi-même participé à ce scrutin : j'étais à la tête de la coalition de gauche, qui a perdu ces élections avec 7,5 % des voix : il en fallait au minimum 8 pour pouvoir entrer au parlement. C'est un paradoxe, car ma candidature est l'une de celles qui ont recueilli le plus de voix au niveau national : 75 000 électeurs ont voté pour moi ! À titre de comparaison, celle qui est aujourd'hui ministre de l'éducation a recueilli environ 20 000 suffrages...

Mais sur le fond – et je crois qu'en France vous le comprendrez facilement –, la gauche a un problème de crédibilité. Ce problème n'a pas commencé en 2015 : il a commencé lorsque la gauche était au pouvoir et menait des politiques économiques néolibérales [l'« Alliance de la Gauche démocratique » (SLD) a dirigé le gouvernement polonais de 1993 à 1997 puis de 2001 à 2005 – ndlr]. L'autre problème, spécifique de nos pays d'Europe centrale, est que la gauche y est principalement constituée de partis postcommunistes. Les membres du SLD en Pologne ont pu être soupçonnés de vouloir rétablir le communisme – ce qui est complètement faux ! Le SLD est aussi le parti qui a le plus trempé dans les scandales de corruption, précisément quand il était au pouvoir.

Ce genre de pratique, ajouté à l'abandon du terrain de la gauche politique, lui a fait perdre tout son poids électoral. Le SLD n'a pas été assez courageux pour soulever la question du statut de l'Église polonaise, pour défendre les principes de

liberté et d'égalité, pour se battre du côté des travailleurs. L'ancien premier ministre Leszek Miller était même un grand fan de la flat tax ! Les électeurs n'oublient pas ce genre de chose...

Enfin, même dans l'opposition, les partis de gauche n'ont pas réussi à se montrer crédibles. Plutôt que de se battre ensemble sur les sujets importants, contre la droite au gouvernement, SLD et Twój Ruch [« Ton mouvement », parti anticlérical qui a émergé en 2011, codirigé aujourd'hui par Barbara Nowacka – ndlr] se chamaillaient entre eux. Ça doit vous sembler familier...

En fait, notre société, comme les autres, a besoin de changement. Or nos vieux chefs de file ont peur de procéder à des chamboulements en interne. Quand nous avons formé en 2015 la coalition électorale de gauche, précisément pour attirer le jeune électorat, les anciens chefs ont voulu rester les têtes de liste. Les nouvelles figures, jeunes et non corrompues, n'étaient pas en première place. Ce fut un échec total. Leszek Miller n'a même pas obtenu 12 000 voix. C'est un résultat... gênant pour un ancien premier ministre.

C'est une leçon à retenir pour les autres gauches sur le continent. Cela montre qu'elles doivent changer de modèle. L'égalité des genres, les droits LGBT, l'accès des jeunes au marché du travail, la dignité des travailleurs, la protection de l'environnement doivent être au cœur de leur agenda. Sinon, elles ne feront que perdre les élections.

Objectif de rassemblement

Comment changer l'image de la gauche en Pologne, très connotée en raison du passé communiste ?

Nous travaillons précisément là-dessus... Actuellement, de nombreuses organisations aux orientations de gauche œuvrent ensemble : les groupes féministes, les Verts, les associations de défense de la laïcité... C'est un réseau qui se bat du côté des citoyens. Nous ne voulons pas faire de la politique juste pour faire de la politique ou en tirer des bénéfices.

De toute façon, les vieilles pratiques sont mortes. On n'a pas besoin de politiciens enfermés dans leurs bureaux ou au parlement... La société a besoin de politiciens authentiques, qui soient engagés pour le changement, et pas pour la

défense de leur propre intérêt. Le renouvellement des élites est nécessaire, en Pologne et ailleurs.

Vous codirigez le parti Twój Ruch... Quels sont vos objectifs politiques ?

Pour l'heure, je pense qu'il n'est pas nécessaire de souligner nos divisions à gauche. Nous sommes plutôt dans un objectif de rassemblement. Ce qui est important, c'est de se battre, ensemble, et de viser les élections locales qui auront lieu l'an prochain. Il faut que l'on réussisse à conquérir des mairies, c'est comme ça que l'on pourra ensuite obtenir un bon score aux législatives, en 2019.

De manière générale, les forces d'opposition doivent se coordonner. Les manifestations pour la défense des droits des femmes, mais aussi la récente mobilisation pour soutenir le libre accès des médias au parlement (voir notre entretien avec le député Michał Szczerba) en sont de bons exemples : elles ont regroupé des tendances aussi variées que Plateforme civique [principal parti d'opposition, droite libérale – ndlr] et Razem [« Ensemble », gauche radicale inspirée de Podemos – ndlr].



Manifestation anticléricale, contre l'interdiction totale de l'avortement, le 24 octobre 2016 à Varsovie © Amélie Poinsot

Évidemment, nous avons des désaccords entre nous. Et nous voulons avoir des débats au sujet de l'économie, du droit du travail, de l'environnement... mais pour cela, il nous faut le cadre démocratique ! Or le PiS est en train de le ruiner. Nous devons nous battre ensemble pour préserver ce cadre afin de pouvoir ensuite exprimer nos désaccords.

Un rapprochement de votre parti avec Razem est-il envisageable ? (Pour plus de détails sur Razem, voir notre reportage sur les résistances polonaises, publié en octobre.)

Nous avons des divergences sur le plan

économique : ils sont plus radicaux que nous. Mais au niveau local, nous pourrions tout à fait former des coalitions. Dans de petites villes, mais aussi de grandes agglomérations comme Poznań ou Varsovie. Razem est un partenaire naturel pour nous.

Notre principal souci aujourd'hui est que le PiS risque de modifier le système électoral. Nous ne sommes pas à l'heure des coalitions, nous sommes à l'heure de la préservation du cadre démocratique.

Dans tout ce que le PiS a mis en place depuis son arrivée au pouvoir, à l'automne 2015, qu'est-ce qui vous semble le plus inquiétant ?

L'une des choses les plus inquiétantes est la réforme de l'éducation, qui est actuellement en attente du décret d'application. Cette réforme signifie le début de l'endoctrinement que le PiS veut mettre en œuvre. Elle consiste en la suppression des collèges – sans que la réorganisation entre écoles primaires et lycées n'ait été pensée. Les directeurs d'établissement vont être changés, et une refonte des programmes est prévue : histoire, littérature, sciences... Tout va être revu, y compris la liste des livres à lire pour les élèves. Le but est d'imposer un narratif nationaliste ultracatholique, extrêmement régressif. Un exemple : dans le nouveau programme d'histoire, le nom de Lech Walesa n'est même pas mentionné ! Il n'y a rien non plus sur les croisades... Cette réforme est à la fois dangereuse pour l'avenir des enfants, et elle révèle une impréparation totale sur le plan des infrastructures.

Autre réforme très grave, de mon point de vue : après s'être attaqué l'an dernier au tribunal constitutionnel, le gouvernement s'en prend maintenant au système judiciaire et à l'indépendance des tribunaux.

Alors, certes, cet exécutif met en œuvre des politiques sociales. Mais en l'absence d'une justice indépendante, les bénéficiaires de ces allocations sociales sont en danger : il est plus facile d'opprimer les pauvres... Le PiS n'est pas, comme il le prétend, aux côtés des plus démunis. En réalité, il est en train de ruiner la possibilité pour eux de défendre leurs droits.

Enfin, la façon dont le PiS traite l'Union européenne et son positionnement envers tout ce que l'on considère comme nos « valeurs communes » sont particulièrement préoccupants : solidarité envers les réfugiés, égalité homme-

femme... Il fait voler tout cela en éclats.

L'Europe, une affaire de citoyens

L'Union européenne n'est pas parfaite. On peut la critiquer d'un point de vue de gauche très facilement. Mais le fait qu'elle ne soit pas parfaite ne veut pas dire qu'elle n'a rien de bon. Premièrement, elle nous a garanti plus de quarante ans de paix. Deuxièmement, elle nous a apporté des normes en matière d'institutions, de droits de l'homme, de droit du travail. Certes, tous les pays membres ne sont pas toujours volontaires... La Pologne elle-même, comme le Royaume-Uni, n'a pas signé la Charte des droits fondamentaux. Mais l'UE nous a apporté énormément de choses : la possibilité de conquérir de nouveaux droits, de voyager, de travailler à l'étranger... Détruire cet ensemble sans solution de remplacement nous met dans une situation extrêmement dangereuse, en particulier si l'on regarde nos frontières à l'est et Donald Trump de l'autre côté...

D'un point de vue polonais, l'absence d'une Europe forte dans cet environnement politique crée une situation d'insécurité. Si notre gouvernement était responsable et voulait réellement la sécurité pour les Polonais, il protégerait l'UE ; il ne jouerait pas la partition actuelle.

Ne croyez-vous pas que le PiS exprime aussi l'opinion d'une partie de la société polonaise ? N'y a-t-il pas une tendance en Pologne qui prône précisément un État fort, des valeurs nationalistes et ultraconservatrices... et n'a cure de l'Union européenne ?

Oui, le PiS représente environ 30 % des électeurs. Habituellement, un parti qui arrive au gouvernement, d'autant plus s'il met en œuvre une politique sociale, bénéficie les premiers mois d'un "bonus" de bonne gouvernance... Ce n'est pas du tout le cas ici. Le PiS n'a absolument pas gagné en popularité.

Bien sûr, il y a des Polonais conservateurs et ultracatholiques. Mais nous nous sommes accordés avec l'Union européenne sur un certain nombre de valeurs communes ! Et l'Église catholique polonaise est l'une des plus grandes bénéficiaires de l'UE... avec toutes ses ONG qui sont les plus importantes du pays, mais aussi toutes ses propriétés foncières : elle a touché d'innombrables subventions pour la préservation de son patrimoine.

Dans tous les pays, il existe des gens qui ne croient pas en la démocratie. Mais pour leur propre sécurité, et pour qu'ils puissent exprimer ce point de vue, il n'y a pas de meilleur système ! La démocratie leur permet précisément d'être antidémocratique...

En tant que Polonais, nous avons eu cette expérience de vivre sous un régime autoritaire. Ce n'est pas quelque chose d'abstrait ou d'oublié. Je suis moi-même née sous le système communiste, je sais ce que la démocratie nous a apporté. Nous savons aussi qu'à l'époque de nombreuses personnes soutenaient le régime. Il y a pour moi quelque chose de similaire entre ces partisans du régime et ceux du PiS aujourd'hui. On retrouve en effet chez Droit et Justice, même s'il se dit profondément anticommuniste, des éléments communs avec les dirigeants de l'époque.

La Commission européenne a placé la Pologne sous surveillance pour non-respect de l'État de droit... Mais elle n'a pas prononcé de sanction. Que pensez-vous de cette réaction ? Aurait-elle dû être plus forte ?

Malheureusement, la Commission n'a pas beaucoup d'autres mécanismes à sa disposition. Et je ne crois pas qu'elle ait beaucoup de marge de manœuvre si elle veut conserver un minimum de confiance en Europe centrale, mais aussi auprès de certains partis comme le Front national en France. On a su établir de nombreux critères et mécanismes pour entrer dans l'Union européenne, mais on n'a pas mis en place de mécanisme pour que les États membres continuent à respecter ces critères...

À présent, avec le départ du Royaume-Uni, si l'UE ne s'interroge pas sur son avenir et reste dans une sorte de statu quo, ce sont des crises encore plus profondes qui nous attendent. À vrai dire, nous espérons, durant les manifestations en faveur des droits des femmes, un soutien de la part de parlementaires européens et des gouvernements nationaux – la France en particulier. Des députés européens auraient pu se joindre à nos cortèges ; il n'en a rien été. En l'absence d'outils du côté de l'exécutif européen, il faut que les Européens se mobilisent ! Si cela continue, les Polonais proeuropéens risquent de se sentir abandonnés par l'Europe. L'UE, ce n'est pas seulement une affaire d'institutions, c'est aussi une affaire de citoyens. Il faut que les solidarités s'expriment : c'est ainsi que nos gouvernements recevront le message qu'ils sont sous contrôle.

A Suivre...
La Presse en Revue